

MAI 2015

102e ANNÉE

N° d'agrément P 801338  
TRIMESTRIEL



PB-PP  
BELGIE(N) - BELGIQUE

Bureau postal de dépôt  
1030 Schaerbeek - Rogier

# 4 Millions 7



PÉRIODIQUE D'INFORMATION ET D'ACTION DE LA LIGUE FRANCOPHONE ET WALLONNE DE LA RÉGION DE BRUXELLES  
DIFFUSION DE LA CULTURE FRANÇAISE/ PROMOTION DE LA FRANCOPHONIE INTERNATIONALE  
ET DE LA COMMUNAUTÉ DE DESTIN ENTRE LA WALLONIE ET BRUXELLES.

## Éditorial

### Les Francophones tireront-ils des leçons de l'histoire récente ?

Raymond Queneau avait clairement raison lorsqu'il qualifiait l'histoire de science du malheur des hommes. Ceux-ci sont-ils capables d'en tirer la moindre des leçons ? Non ! Nulle nécessité de remonter loin dans le temps pour illustrer cette assertion : notre histoire récente le démontre à suffisance...

Inutile de remonter loin dans le temps. Revenons seulement en 1999, année funeste pour les Francophones. Début mars de cette année-là, on parle davantage, dans nos médias, de poulets et de dioxine que de communautaire. Un vote du Parlement flamand va cependant, pour longtemps, changer la donne. Le 3 mars, l'assemblée flamande approuve cinq résolutions reprenant les grandes lignes d'une future réforme de l'Etat. L'unanimité n'est point atteinte. Le député UF, Christian Van Eycken, vote contre et les verts flamands préfèrent s'abstenir. Quelques parlementaires – pas très nombreux, faut-il le souligner – marquent des réticences par rapport à certains articles portant atteinte à la solidarité interpersonnelle...

Ce jour de vote clôturait « en beauté » un travail long de trois années de discussions. En d'autres mots, 33 séances d'auditions de tout ce que la Flandre comptait de forces vives, sociales, économiques, administratives et politiques ; 155 experts entendus lors de 80 à 90 réunions de commissions. Du jamais vu dans aucune assemblée parlementaire francophone !

Ce programme institutionnel se révéla, à la lecture, pour le moins décoiffant. Soins

de santé, allocations familiales, politique de l'emploi, politique scientifique, télécoms, mobilité, rail, économie, énergie, politique agricole, commerce extérieur, impôt des personnes physiques, soit autant de domaines où, en vertu du principe de subsidiarité, le fédéral ne devait plus s'occuper que de ce que les Communautés et Régions ne peuvent gérer elles-mêmes...

Un vrai plan de bataille pour une Belgique confédérale articulée autour de deux Etats : l'un flamand et l'autre wallon.

Si le vote du Parlement flamand eut un retentissement considérable en Flandre, il n'est pas certain en revanche que les Francophones en perçurent la portée réelle. Ces derniers balayèrent d'un revers de la main cette copie à relents confédéralistes, œuvre d'un parlement régional qui outrepassait ses compétences. Les Parlements de la Communauté française comme de la Région wallonne ont certes répondu par une fin de non-recevoir sous la forme de deux brèves résolutions, pas plus longues qu'une feuille DIN A4 et adoptées, sans aucun débat, à l'unanimité. De Bruxelles, le silence radio prévalut. La stratégie était simple, il suffirait de dire non !

Après 541 jours de crise en 2010 et 2011, les discussions en vue d'une sixième réforme de l'Etat débutèrent. Les Francophones ne

présentèrent qu'une seule revendication en contrepartie de la demande de scission de l'arrondissement de Bruxelles-Hal-Vilvorde, à savoir l'élargissement de Bruxelles. Elle fut d'emblée repoussée avec dédain et déclarée « *onbespreekbaar* ». Les Wallons et les Bruxellois furent contraints de naviguer à vue, sans aucune feuille de route.

Rapidement, les observateurs perçurent les faiblesses de la stratégie. En 2011, l'hebdomadaire *Le Vif* titrait tardivement « *1999, l'an I de l'aveuglement francophone* » !

La sixième réforme de l'Etat voit une partie significative des exigences flamandes gravées dans le marbre constitutionnel. Consolation pour les Francophones, le refinancement de la Région bruxelloise est un fait acquis. L'avenir dira cependant si celui-ci ne sera pas trop entamé par la gestion des nouvelles compétences...

Au gouvernement dit « papillon » succède la coalition dite « suédoise » dans laquelle les Francophones sont représentés par le seul MR. Tous les partis flamands de la majorité jurent la main sur le cœur que pendant cette législature, il n'y aura pas de nouvelle réforme de l'Etat. Comme ils doivent mettre en œuvre le transfert des compétences héritées de la sixième réforme, on veut bien à la limite les croire. Mais quid d'un futur pas si lointain que cela ? L'engagement flamand

**La sixième réforme de l'Etat voit une partie significative des exigences flamandes gravées dans le marbre constitutionnel**

# POLITIQUE

de ne plus réformer l'Etat ne vaut que pour cette législature-ci. On ne parle pas de la suivante et tout porte à croire que les partis flamands, N-VA en tête, ne s'arrêteront en si bon chemin.

Le récent exercice budgétaire qui transfère la charge d'économies à réaliser du fédéral vers les Régions ne suscite aucun optimisme. Entièrement revue lors de la sixième réforme de l'Etat, la loi spéciale de financement des Communautés et Régions est à tout le moins explosive. Contrairement aux dires de l'ancien Premier ministre Elio Di Rupo qui se targuait d'avoir stabilisé le pays, celui-ci n'a jamais été aussi instable. Des divergences d'interprétation subsistent quant à la méthode de calcul des dotations, alimentées à concurrence d'un quart du rendement de l'impôt des personnes physiques. D'où les conflits opposant Paul Magnette à Charles Michel, le monde politique flamand étant au balcon pour compter les coups. Les déclarations à répétition de leaders de la N-VA nous permettent déjà d'entrevoir la prochaine revendication flamande, à savoir une complète autonomie fiscale...

Les Francophones ne doivent plus répéter les erreurs du passé : ils doivent se préparer à l'étape suivante. Les invectives ne passionnent pas la population qui est en droit d'attendre autre chose de ses élus. On sait désormais d'expérience qu'une crise de 541 jours n'effraye pas les partis flamands. Or, on ne peut tolérer une inactivité gouvernementale d'une telle durée, les conséquences étant trop lourdes à supporter. Il est temps pour les partis qui nous représentent d'élaborer ensemble une stratégie forte, comme les Flamands l'ont fait en 1999. L'histoire ne se répète pas toujours, elle bégaie, mais encore faut-il tirer les leçons du passé!

Jean-Luc Robert  
Membre du conseil d'administration  
de la LFWRB

## **Amis lecteurs, amies lectrices!**

*Faites circuler ce périodique!  
Disséminez-le dans votre famille,  
dans les salles d'attente...  
Soyez notre porte-parole...*

## **LE WALLON VIGILANT**

Le Wallon vigilant ne sait pas s'il doit rire ou râler quand il entend le Ministre-Président flamand, le N-VA Geert Bourgeois, enjoindre l'Etat belge de se retirer de l'Organisation internationale de la Francophonie. Pour rappel, cette organisation regroupe 80 Etats, membres de l'Organisation des Nations unies, soit le tiers des pays de la planète répartis sur les cinq continents. Ceux-ci contribuent à 20 % du commerce mondial des marchandises. Le français est la deuxième langue des affaires en Europe et la troisième dans le monde.

M. Bourgeois veut-il d'autres chiffres encore? La Francophonie totalise 800 institutions d'enseignement supérieur et de recherche. Les 80 Etats et gouvernements de l'OIF représentent un milliard d'habitants, soit 16 % de la population mondiale. Evidemment, ces différents Etats n'ont pas tous le français comme première langue. C'est par exemple le cas du Vietnam ou de la Roumanie. Il n'empêche, ils se sentent en accointance avec la Francophonie mondiale.

Des Flamingants comme Wilfried Martens ou Jean-Luc Dehaene n'ont jamais songé à remettre en cause la participation belge à cette organisation ouverte sur le monde, tant elle est source de richesse. Le gouvernement fédéral a heureusement renvoyé ce piteux individu à la gare avec sa proposition mesquine. Qu'il se contente de regarder dans son pré, et les vaches seront bien gardées.

\*\*\*

Le dernier Thalys reliant Liège à Paris a roulé le 31 mars dernier. La desserte de la dorsale wallonne est, en effet, officiellement suspendue. Les raisons techniques justifiant une telle décision semblent de plus en plus spécieuses. Ce sont les mêmes raisons qui rendraient impossible toute circulation des TGV Thalys d'Anvers vers Amsterdam entre juin et décembre 2015.

Le Flamand Jo Cornu, patron de la SNCB, se prononce clairement pour le maintien de cette dernière ligne. La solution technique qui finira par être trouvée pour résoudre le problème anversoïse pourra être appliquée à Namur, s'il y a une volonté politique de le faire.

\*\*\*

Le Wallon vigilant est solidaire des Bruxellois, et des jeunes en particulier. Aussi fut-il très étonné des propos tenus par le ministre Open-VLD Guy Vanhengel dans le journal « Le Soir » du 7 avril dernier. L'éminence bruxello-flamande soutient mordicus la thèse selon laquelle 32 % d'élèves francophones scolarisés dans les établissements flamands trouvent un travail.

Comment expliquer alors que 30 % des jeunes Bruxellois sont au chômage, sans compter ceux qui dépendent du CPAS. A suivre cette logique pas mathématique pour un sou, pas un jeune issu de l'enseignement francophone ne devrait alors décrocher un emploi!

Plus grave, son objectif est que chaque jeune ait une connaissance fonctionnelle du français, du néerlandais et de l'anglais. En d'autres mots, qu'il ne maîtrise plus aucune langue parfaitement. Adieu la langue de Molière à Bruxelles!

# POLITIQUE, CULTURE & ACTIONS

## Liège, capitale de la Francophonie

«*Je suis heureux que, l'espace d'une semaine, Liège soit la capitale de la Francophonie*» : tel est le cri du cœur qui a été lancé par le bourgmestre Willy Demeyer lors d'une conférence de presse organisée pour annoncer la tenue, du 20 au 23 juillet prochains, de la deuxième édition du Forum mondial de la langue française.

Alors que la Wallonie vient d'être reconnue par la Commission européenne, à la grande joie de Rudy Demotte, ministre-président de la Fédération Wallonie-Bruxelles, «*district européen de créativité*» aura tout naturellement pour thème «*La francophonie créative*». Après Québec voici trois ans, Liège aura ainsi l'honneur d'accueillir un événement mondial qui permettra à quelque 1.500 jeunes entre 18 et 35 ans venus des cinq continents de partager leurs expériences, d'élargir leurs réseaux et de trouver des collaborations pour développer leurs idées et les concrétiser.

En clair, ce Forum aura un triple objectif : d'abord, susciter des complémentarités entre porteurs et diffuseurs de créativité en stimulant les partenariats équilibrés ; ensuite, renforcer la langue française en tant que support de connaissances, de modernité et de dialogue des cultures ; enfin, développer des ressources numériques et les réseaux sociaux comme vecteurs d'humanisation, de proximité, de tolérance et de développement.

Cinq axes seront privilégiés à cette occasion :

- **L'éducation**, avec trente-huit projets montrant que les frontières s'estompent entre le monde du travail et celui de la formation, tandis que se créent de nouveaux modèles de partage et de travail collaboratif ;
- **L'économie**, avec vingt-quatre projets montrant que le français a toute sa place pour valoriser l'innovation et la créativité numérique dans un monde en mutation ;
- **La culture et les industries culturelles**, quatorze projets ayant été retenus pour

montrer que la culture, outre qu'elle est un excellent moyen d'échanges entre les peuples et d'affirmation de soi à travers sa langue, constitue un outil économique et social majeur, en particulier dans le monde numérique qui s'ouvre devant nous ;

- **La participation citoyenne**, vingt-huit projets «*jouant*» sur la relation entre langue, pensée créative et construction de l'innovation ;
- **La participation citoyenne**, vingt-sept projets mettant en lumière des expériences originales de régénération des pratiques démocratiques à travers la participation.

Comprenant des ateliers, des conférences, des débats, des expositions, mais aussi un «*hackathon*» visant à stimuler la production audiovisuelle, des rencontres d'entreprises Nord-Sud, sans compter divers événements culturels et festifs, le programme complet du Forum peut être trouvé à l'adresse [www.forumfrancophonie.org](http://www.forumfrancophonie.org)

Parmi les activités culturelles programmées en marge du Forum, mentionnons entre autres :

- des expositions photos
- des activités musicales avec notamment des chanteurs, conteurs, musiciens, comédiens qui se succéderont en valorisant la diversité culturelle de la Francophonie
- «*C'est des canailles!*», troupe d'hommes et de femmes, de citoyens liégeois, qui exprime par la voix et le corps ses indignations et ses joies, ses craintes et ses espoirs, son répertoire engagé visant à faire réfléchir, dans le contexte de crise actuel, sur le militantisme et les actions à mener en vue de bâtir une société plus fraternelle
- un spectacle de Steve et Greg Houben, accompagnés de percussionnistes sénégalais
- Sans compter encore des séances de cinéma francophone, de pièces de théâtre, ligues d'impro, concerts, flashmob, représentations de rue, fanfares et, le dernier soir, une soirée dansante.

MT



**Visitez notre site INTERNET !**  
**[www.liguewallonnebruxelles.be](http://www.liguewallonnebruxelles.be)**

# COMPAGNONS DE ROUTE

## Francophonie et liberté : un jumelage symbolique

Remontant à deux siècles, la tradition francophone et francophile de la Roumanie fait mieux que résister à l'avancée de l'anglais comme *lingua franca*. Il y a un siècle, un Conseil de couronne roumain, convoqué en 1914 pour décider de l'entrée en guerre, pouvait encore se tenir en français, tant son usage était répandu parmi les élites mais aussi au-delà. Les étudiants roumains se comptaient par milliers en Belgique il y a cent ans.

Après 1989, le français a reconquis beaucoup de parts de marché en Roumanie, grâce à une politique mixte de bourses et de filières francophones dans les universités du pays, souvent sanctionnées par un diplôme délivré conjointement avec une université française. Aujourd'hui, le nombre des étudiants francophones dans les universités roumaines est presque égal à celui des étudiants roumains dans les universités francophones du monde ; 814 Français sont inscrits seulement à l'Université de Médecine et Pharmacie de Cluj-Napoca.

L'Institut culturel roumain de Bruxelles, que je dirige depuis quelques années, met un point d'honneur à faire vivre la francophonie au quotidien. A Bruxelles, en Belgique mais aussi au Luxembourg et à Strasbourg, nous en faisons un vecteur de partage, une communauté de valeurs, un lien européen

privilegié. Au sein du réseau EUNIC des instituts culturels européens à Bruxelles, dont j'assume la présidence en 2015, le français est langue d'usage au même titre que l'anglais.

La région de Bruxelles-Capitale est devenue, surtout depuis dix ans, le foyer de plus de 30.000 Roumains, attirés aussi bien par la facilité d'adaptation linguistique (un Roumain sur quatre parle ou comprend le français) que par son dynamisme économique. Médecins, stomatologues, assistantes, professionnels du bâtiment... sont les nouveaux visages d'une ville et d'une région de plus en plus ouvertes sur l'Europe.

Pour moi, liberté et francophonie sont symboliquement jumelées. Au moment de passer le concours d'entrée au lycée en 1990, juste après la chute d'un étouffant régime communiste, une nouvelle section bilingue francophone était créée à l'Ecole Centrale de Bucarest. J'y ai été admis et, bien que je l'ignorasse, cela allait beaucoup influencer mon parcours ultérieur, fait d'études et d'expériences professionnelles en France et en Belgique. La francophonie m'est devenue une seconde identité, d'autant plus précieuse parce que acquise.

Robert Adam

Le combat francophone – donc, celui de la diversité linguistique – ne se mène pas dans la seule Belgique. Il n'est pas le fait d'irréductibles gaulois belges attachés à la défense de leur belle langue et coupés du monde. Tout au contraire, il est une œuvre collective qui se joue des frontières nationales et des appartenances. Il est un engagement en faveur d'un monde et d'une humanité plus respectueux de la diversité, de toutes les diversités. Il est un creuset où se côtoient des motivations diverses, des sensibilités différentes, mais convergentes. Il est un chœur où chaque voix importe.

C'est pourquoi 4 Millions 7 a décidé d'ouvrir ses colonnes à d'autres personnes, à d'autres organisations qui militent pour le français et la diversité linguistique. Désormais, une nouvelle rubrique donnera la parole à nos « *Compagnons de route* ».



Robert Adam (à droite), lors d'une mission de coopération avec WBI à Leova, en Moldavie, devant la maison natale du sculpteur Ianchelevici. A ses côtés, les autorités locales, le directeur de l'Institut culturel roumain de Chisinau et la conservatrice du musée Ianchelevici de La Louvière, Valérie Formery.

Robert Adam est directeur de l'Institut culturel roumain de Bruxelles et président du réseau EUNIC-Bruxelles, réseau des instituts culturels européens présents en Belgique. Journaliste, politologue, traducteur, il a fait des études en Roumanie et en France, à Paris, notamment à l'Ecole Normale Supérieure (littérature) et à Sciences Po (sociologie politique). Chargé de communication au niveau global dans la première équipe permanente du réseau EUNIC (2009-2011), il a également géré les relations publiques de l'Institut culturel roumain de Paris (2007-2009).

# FRANCOPHONIE & UNION EUROPÉENNE

## Wallonie- Bruxelles et la Roumanie : une coopération intense sous l'égide de la Fran- cophonie



Depuis 1991, Wallonie-Bruxelles et la Roumanie entretiennent une relation suivie dans les domaines de compétences de la Fédération Wallonie-Bruxelles, de la Wallonie et de la COCOF. La

Roumanie figure parmi les partenaires prioritaires de Wallonie-Bruxelles. C'est l'agence Wallonie-Bruxelles International qui coordonne cette coopération pour la partie WB.

L'enseignement du français figure en bonne place dans les secteurs de la coopération et a pris diverses formes : échanges de boursiers et de professeurs, mais aussi envoi en Roumanie de lecteurs de français dans les universités de Bucarest, Iasi, Cluj, Timisoara. La promotion des littératures respectives a permis la traduction de nombreux auteurs de WB en roumain, notamment grâce au Centre de français de l'université de Cluj. WB est présent chaque année au Salon du livre « Gaudeamus » de Bucarest ainsi que dans divers festivals.

Une délégation WB avec statut diplomatique fonctionne à Bucarest. Le délégué actuel est d'ailleurs le président du pôle EUNIC de Bucarest, belle symétrie avec la présidence roumaine du pôle EUNIC de Bruxelles !

La prochaine commission mixte WB-Roumanie chargée d'établir le programme pour la période 2015-2017 se tiendra dans quelques semaines. WBI collecte les projets dans une série de domaines, que l'on peut consulter sur le site [www.wbi.be](http://www.wbi.be).

## Le français nous appartient !

Dans sa section « Forum », le quotidien *Le Soir* a donné la parole, dans son édition du vendredi 20 mars, au linguiste Michel Francard, qui a dirigé l'ouvrage collectif intitulé « Dictionnaire des belgicisms », publié chez De Boeck – Duculot et qui en est à sa deuxième édition. Dans cet entretien, ce professeur de linguistique à l'Université catholique de Louvain défend avec enthousiasme le français de Belgique, affirmant notamment qu'il est « aussi valable que celui de France ».

Aux yeux de ce scientifique qui a créé le centre de recherche Valibel en 1989, l'une des spécificités de la Wallonie est d'être « la région où les langues régionales – wallon, picard – sont restées les plus longtemps vivaces », l'équivalent belge de Jules Ferry n'étant arrivé, dans nos contrées, qu'en 1920. Jusqu'alors, le wallon a donc fait de la résistance, y compris chez les notables. D'où la longue survivance des « quatre langues régionales » qu'il discerne en Wallonie, à savoir « le wallon, le picard, le gaumais ou lorrain et quelques îlots champenois près de la frontière ».

C'est de l'histoire ancienne désormais : au journaliste Jean-François Lauwens qui l'interroge, le scientifique signale qu'il ne discerne plus dans la partie francophone du pays, « à la très grosse louche », que « 20 % des gens qui ont encore un contact avec le wallon », soit bien moins, selon lui, que les 600.000 « wallonophones » répertoriés par l'Unesco. Mais envers et contre tout, des gens continuent à faire de la résistance, entretenant leur langue régionale « au marché ou au bord d'un terrain de foot ». Aux yeux de Michel Francard, le théâtre dialectal n'est pas étranger à cette résistance, étant désormais « le vecteur le plus important de la transmission ». Les jeunes ne sont pas les moins intéressés par cette survivance, le paradoxe voulant que les jeunes manifestent de plus en plus de sympathie pour le wallon à l'heure où ce dernier connaît un degré de vitalité de moins en moins fort.

Le Pr. Michel Francard profite aussi de cet entretien pour remettre quelque peu l'église au milieu du village francophone. A ses yeux, il est important de clamer que « le français que nous parlons ici est tout aussi valable que le français de France », d'autant que celui-ci, « centré sur Paris (...), n'existe que dans les dictionnaires et les grammaires », tant il est vrai que « personne ne le parle » et que chacun parle, y compris dans l'Hexagone, la langue de sa région.

Cette diversité du français est-elle une faiblesse à l'heure où « la question n'est pas de savoir si une langue va survivre, c'est de savoir si on va garder une autre langue que l'anglais pour vivre » ? Le linguiste belge avoue ne pas être persuadé que la langue anglaise ne finira pas par s'imposer partout, y compris en Belgique francophone. Après tout, Pierre Moscovici n'est pas le seul à abaisser le français (voir « Les Français parlent aux Français... » en page 6) : le ministre français Emmanuel Macron ne vient-il pas de féliciter « les entrepreneurs français sur Twitter pour leur dynamisme... en anglais » ? Faut-il s'étonner, dès lors, si le Pr. Francard en arrive à la constatation que « ce qui est arrivé au wallon, la disparition en quelques années d'une langue parlée depuis 1.000 ans, cela peut arriver demain au français ».

D'où la nécessité de continuer à se battre parce qu'on pense, comme le Pr. Francard, que l'on vivra mieux en le parlant. Des politiques volontaristes sont donc requises, tant il est vrai que, « si on veut se donner les moyens de continuer à parler le français, il faut renforcer la loyauté vis-à-vis de lui et, pour cela, renforcer le sentiment que cette langue nous appartient ». Dans ce combat, la Ligue francophone et wallonne de la région de Bruxelles joue depuis belle lurette le rôle d'éclaireur. Elle est fermement décidée à continuer !

MT

# FRANCOPHONIE & UNION EUROPÉENNE

## Les Français parlent aux Français...

L'Académie de la Carpette anglaise attribue annuellement le prix du même nom à une institution ou une personne qui s'est particulièrement distinguée dans la promotion de la domination de l'anglo-américain au détriment de la langue française.

En 2014, c'est Pierre Moscovici, commissaire européen aux Affaires économiques, qui a enlevé ce trophée peu envié pour avoir écrit en anglais au ministre... français des Finances, Michel Sapin!

Nous avons naguère interpellé le commissaire européen de nationalité finlandaise Olli Rehn qui avait adressé des injonctions en anglais au ministre belge des Finances Steven Vanackere (1). En effet, le règlement n° 1 du 15 avril 1958 portant fixation du régime linguistique de la Communauté européenne prescrit (art. 3) que « les textes adressés par les institutions à un Etat-membre (...) sont rédigés dans la langue de cet Etat ». Il précise même en son article 2 : « les textes adressés aux institutions par un Etat-membre (...) sont rédigés au choix de l'expéditeur dans une des langues officielles. La réponse est rédigée dans la même langue ». Olli Rehn ayant protesté de son respect dudit règlement (2), nous avons émis l'hypothèse, hélas pas totalement improbable, qu'il arrivait au ministre belge des Finances de l'époque de s'adresser en anglais à la Commission (3).

**Que M. Sapin écrive  
en anglais paraît  
invraisemblable**

Que M. Sapin écrive en anglais paraît par contre invraisemblable, compte tenu de la circulaire impérative du 25 avril 2013 du Premier ministre Jean-Marie Ayrault aux membres du gouvernement, relative à l'emploi de la langue française (4). Il faudrait donc en conclure que le règlement n° 1 est malheureusement un chiffon de papier et que le commissaire Moscovici, à l'instar de nombreux ministres, signe distraitemment le courrier que lui soumettent ses bureaux, lesquels, en l'occurrence, sont très majoritairement anglophones, surtout dans la Direction générale chargée des

affaires économiques et financières. Ou bien Jean-Luc Mélenchon avait-il raison, lui qui reprochait à Moscovici, alors ministre de l'Economie et coupable d'avoir avalisé un plan européen taxant les épargnants chypriotes (ensuite d'ailleurs rapporté car contraire à une directive européenne qui immunise les dépôts inférieurs à 100.000 euros), d'être « *quelqu'un qui ne pense plus en français, mais dans la langue de la finance internationale* » (5).

### L'italien, « langue exotique »

L'Union européenne a également mérité le prix spécial à titre étranger de la Carpette pour sa contribution à la propagation de l'anglais au détriment de la diversité linguistique : il revient à Paula Ovaska-Romano, directrice par intérim de la Direction générale de la Traduction (!) de la Commission, pour avoir qualifié – en anglais – l'italien de « *langue exotique* » dans une réponse faite à Action et Défense, syndicat de fonctionnaires européens qui la sollicitait en italien (6).

« *Diagnostic* », n° 294, janvier 2012 : « *L'arrogance de la Commission européenne* » (éditorial) + n° 295, février 2012, p. 7.

« *Diagnostic* », n° 306, mars 2013, p. 21

« *Diagnostic* », n° 316, mars 2014 : « *Europe, Francophonie, Bruxelles* », p. 21

Voir « *Banc public* », n° 220, septembre 2013

« *Nouvel Observateur* » du 28 mars 2013

Source : Marc Favre d'Echallens, « *Veni, vidi, Moscovici!* », dans « *Défense de la langue française* », n° 255, mars 2015, pp. 44-45 / [www.langue-francaise.org](http://www.langue-francaise.org)

## IN MEMORIAM

C'est bien trop jeune que Dominique Gallet nous a quittés. Né en 1947, il était le producteur-délégué du magazine « Espace francophone », qu'il a fondé en 1982 avec Mona Makki, rédactrice en chef du magazine. « Espace francophone » est une émission hebdomadaire diffusée par France 3, les chaînes de l'outre-mer français, Canal France International (CFI), Télé-Bruxelles et une trentaine de télévisions nationales du Sud.

Ayant participé fin 2014 au lancement du Manifeste francophone par la Ligue francophone et wallonne de la Région de Bruxelles à la Maison de la Francité, il avait illustré cette séance d'une brillante conférence sur la langue française dans le monde. Il avait, à cette occasion, réalisé une émission sur les Francophones de Bruxelles. Ceux qui ont dialogué avec lui étaient unanimes pour le considérer comme charmant et chaleureux à la fois. La Ligue a présenté ses condoléances à sa famille.

## SOUTENEZ-NOUS EN PARTICIPANT A NOTRE COMBAT

Comment soutenir la Ligue et les causes  
qu'elle défend ?

Notamment en faisant un versement du montant  
de votre choix

sur le compte **145-0539031-61** de la LFWRB

# CULTURE & ACTIONS



**FRANÇOIS PERIN**  
**Une Plume**  
*L'œuvre écrite*



Décédé le 26 septembre 2013 à l'âge de 92 ans, François Perin a conservé jusqu'au bout un esprit vif et une étonnante lucidité.

Dressant son portrait, le 7 février 1974, l'hebdomadaire « Pourquoi Pas ? » constatait : « Il a l'imagination vive, l'esprit aussi acéré que son profil. Une « machine à penser », dit-on de lui. A vrai dire, cette machine admirablement huilée procure, à ceux qui la voient fonctionner, le plus vif plaisir intellectuel : cela crépite, bout, ferraille, étouffe et détonne ! »

Sa plume voltairienne a engendré plusieurs ouvrages et deux pièces de théâtre, devenus aujourd'hui introuvables.

Jules Gheude, ancien collaborateur de François Perin, de Jean Gol et de Louis Michel a hérité des archives de ce grand constitutionnaliste liégeois. Il nous restitue dans cet ouvrage les œuvres de ce visionnaire et l'on s'aperçoit d'emblée, à leur lecture, qu'elles n'ont pas pris la moindre ride.

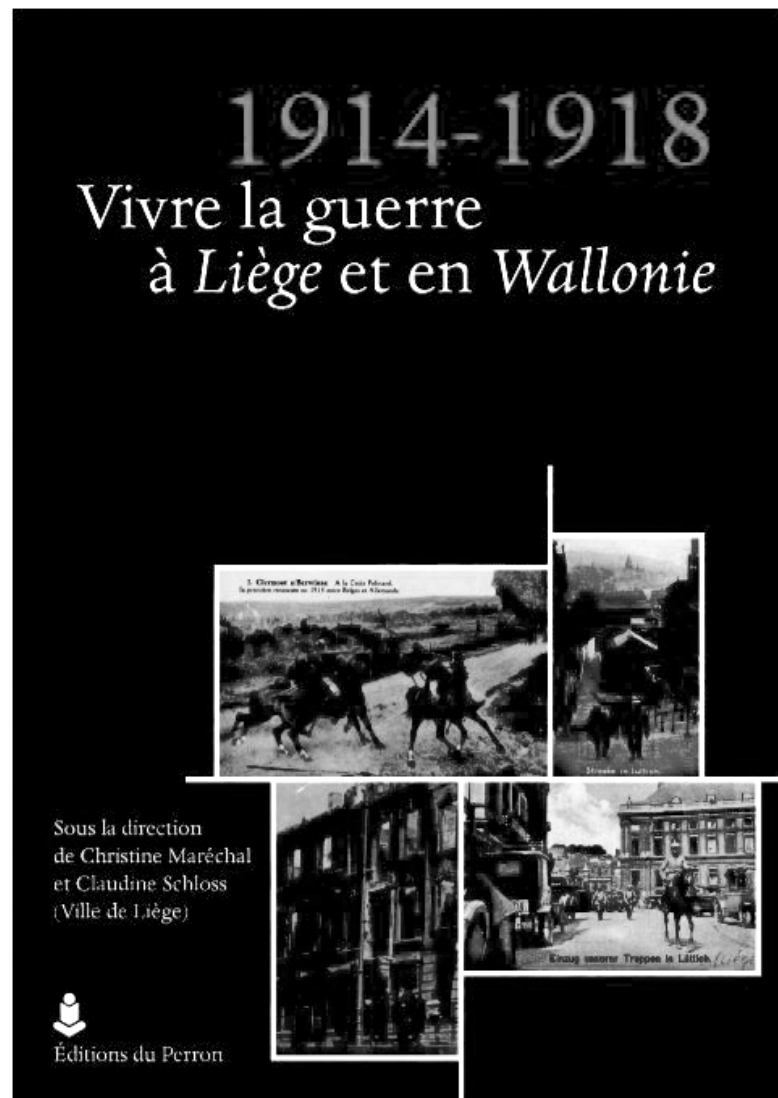
**Sérieusement documenté, cet ouvrage collectif dirigé par Christine Maréchal et Claudine Schloss sert de soutien à l'exposition commémorative sur la guerre 1914-1918 organisée par la Ville de Liège, la Province de Liège et Europa 50. Il s'agit d'une publication à destination du grand public, qui évoque la vie quotidienne, culturelle et économique des Wallons pendant la guerre,**



la réaction des communes wallonnes face à l'invasion allemande et la défense de Liège, ainsi qu'un éclairage de la situation par les sources allemandes de l'époque. Il regroupe vingt-deux articles écrits par d'éminents spécialistes ainsi que des témoignages du public contemporain de la guerre, liégeois ou autre.

Nos amis du Brabant wallon publient une revue bimestrielle de très grande qualité : « Rif tout dju ». Textes, souvenirs et témoignages historiques illustrés de photos de qualité permettent de découvrir ou de redécouvrir le Roman pays. Nous vous recommandons de consulter leur site web : [www.riftoutdju.be](http://www.riftoutdju.be) L'abonnement à la revue est également possible.

Contact : G. Lecocq 0488/812.361



# A VOS AGENDAS

## ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE DE LA LFWRB

**Le jeudi 11 juin 2015 à 19h à la Maison de la Francité,  
rue Joseph II 18 à 1000 Bruxelles. (Métro, sortie Arts-Loi)**

A l'ordre du jour:

- **Approbation du PV de l'assemblée générale précédente**
- **Rapport d'activités**
- **Présentation des comptes**
- **Rapport des commissaires aux comptes**
- **Présentation du budget**
- **Election des membres du CA**

La LFWRB, soucieuse de rassembler toutes les bonnes volontés, lance un appel aux candidats pour le conseil d'administration. Ceux qui souhaitent présenter leur candidature peuvent l'adresser à Mme Françoise Hector, au 34 de la rue du Clocher, à 1040 Bruxelles.

La réunion sera suivie d'un exposé de M. Michel Legrand, président du Gerfa, sur « Les problèmes linguistiques dans les administrations publiques ».

La rencontre sera ponctuée par le verre de l'amitié.

## LE COIN DE NOS AMIS

L'Association culturelle francophone de Zaventem organise une excursion d'une journée à Mons, le **9 mai 2015**, avec une visite de l'exposition « Van Gogh au Borinage », un repas gastronomique, la visite guidée du château d'Havré et de la brasserie Saint-Feuillien. Contact: Xavier Jacques. Tél.: 0475/47.27.64 – Courriel: xavierjacques53@gmail.com



Nos amis du Cercle royal borain de Bruxelles organisent leur excursion annuelle au pays de Chimay et les lacs de l'Eau d'Heure le **9 mai 2015** pour 59 € par personne, repas compris hormis les boissons. Renseignements chez Paul-Henri Crombois au 02/850.11.66. Leurs autres activités prévues sont

- le **11 septembre**: pétanque;
- le **17 octobre**: LOTO-QUINE Boraine;
- le **5 décembre**: dîner Ste Barbe.



Les Amis du Pays de Chiny seront comme chaque année présents le dimanche **10 mai 2015** au Square Montgomery (Stand St Arnould) dans le cadre de l'avenue de Tervueren piétonne. Vous pourrez déguster à leur stand toutes les spécialités de Gaume, à savoir le pâté gaumais, les saucissons et la charcuterie de Gaume. L'accueil y est toujours chaleureux. Rens.: Jean-Marie Martin. Tél.: 02/771.77.32

*"4 Millions 7" applique les rectifications orthographiques proposées par le Conseil supérieur de la langue française et approuvées par l'Académie française.*

LA LIGUE FRANCOPHONE ET WALLONNE DE LA RÉGION DE BRUXELLES.  
NOTRE JOURNAL « 4 Millions 7 ».  
Adhésion: 12 € par an, 20 € pour l'étranger (10 numéros)  
à verser au compte IBAN BE62 1450 5390 3161 BIC GEBA BEBB  
de *Ligue francophone et wallonne de la région de Bruxelles*,  
1000 Bruxelles.

Éditeur responsable: Michel Theys,  
8 chaussée de Stockel, 1200 Bruxelles  
ISSN 2033-740X  
Toute contribution au fonds de combat est bienvenue.  
**Les articles signés n'engagent que leur auteur.**

*Depuis novembre 2010, 4 millions 7 s'est doté d'un supplément bimestriel France Wallonie-Bruxelles. La Ligue francophone et wallonne de la région de Bruxelles et 4 millions 7 ne sont pas engagés par les positions de France Wallonie-Bruxelles.*